



Assemblée générale

Distr. générale
26 novembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session
Point 169 de l'ordre du jour

Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Chambre de commerce internationale

Rapport de la Sixième Commission

Rapporteur : M. **Pham** Quang Hieu (Viet Nam)

I. Introduction

1. La question intitulée « Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Chambre de commerce internationale » a été inscrite à l'ordre du jour de la soixante-septième session de l'Assemblée générale à la demande de la France.
2. À sa 2^e séance plénière, le 21 septembre 2012, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire cette question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Sixième Commission.
3. La Sixième Commission a examiné la question à ses 11^e et 25^e séances, le 16 octobre et le 16 novembre 2012. Ses débats sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.6/67/SR.11 et 25).
4. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie d'une lettre datée du 10 août 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/67/191).

II. Examen du projet de résolution A/C.6/67/L.5

5. À la 11^e séance, le 16 octobre, le représentant de la France a présenté, au nom de son pays ainsi que de la Finlande, de Monaco et de la Slovénie, un projet de résolution intitulé « Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Chambre de commerce internationale » (A/C.6/67/L.5) qui était ainsi libellé :

« *L'Assemblée générale,*

Souhaitant promouvoir la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Chambre de commerce internationale,



1. *Décide* d'inviter la Chambre de commerce internationale à participer à ses sessions et travaux en qualité d'observateur;
2. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour appliquer la présente résolution. »
6. À la 25^e séance, le 16 novembre, le représentant de la France a proposé, au nom des auteurs du projet de résolution, que la Commission renvoie à la soixante-huitième session de l'Assemblée générale la décision d'octroyer ou non le statut d'observateur à la Chambre de commerce internationale.
7. À la même séance, la Commission a adopté un projet de décision sans le mettre aux voix (voir par. 8).

III. Recommandation de la Sixième Commission

8. La Sixième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision suivant :

Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Chambre de commerce internationale

L'Assemblée générale, sur la recommandation de la Sixième Commission, décide de renvoyer à sa soixante-huitième session la décision d'octroyer ou non le statut d'observateur à la Chambre de commerce internationale¹.

¹ Voir A/67/191.